

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Au revoir et merci !
Marie-Andrée Roy
P 1, 2

FORMATION

**Entrevue avec la professeure
Magda Fahrni**
Sophie Doucet
P 2, 3, 4

**BOURSES D'EXCELLENCE EN
ÉTUDES FÉMINISTES**

**Noms des lauréates et du
lauréat – concours automne 2011**
P 5

RECHERCHE

**L'expérience des mères
et des pères de jeunes enfants
autistes**
Catherine des Rivières-Pigeon
P 6, 7, 8

**Réseau québécois
en études féministes**

Sandrine Ricci
P 9, 10

**Chaire de recherche
sur l'homophobie**

Line Chamberland et Michèle
Modin
P 11

**Groupe interdisciplinaire
de recherche sur
l'antiféminisme**

Francis Dupuis-Déri
P 12, 13

**PROTOCOLE
UQAM/RELAIS-FEMMES**

Des nouvelles du Protocole
Lyne Kurtzman
P 14, 15

NOUVELLES PARUTIONS

P 16, 17, 18, 19

ÉDITORIAL

Au revoir et merci !

Marie-Andrée Roy

Directrice de l'IREF

Je tiens à remercier toutes et tous les membres de l'IREF, son Conseil et son personnel qui participent d'une manière ou d'une autre au déploiement de l'Institut, en assurent la vitalité et la pertinence en enseignement, en recherche et création féministes et au chapitre des services à la collectivité. Je vous remercie parce que, grâce à vous, la fille du Bas-du-Fleuve, diplômée de première génération de l'UQAM¹, a pu vivre des années de pur bonheur, son travail étant en parfaite accointance avec ses valeurs féministes :



Photo Émilie Tournevalche, SVA, UQAM

Marie-Andrée Roy

- démocratisation et déséxisation du savoir pour que notre compréhension du réel et notre inscription dans la culture et la société soient le fait d'une humanité composée de femmes et d'hommes égaux ;
- accessibilité des connaissances pour que toutes et tous puissent participer, à la hauteur de leur talent et de leurs aspirations, à l'édification d'une société plus libre et plus juste, capable d'assumer sa pluralité dans la solidarité ;
- reconnaissance de la pleine valeur des études et de la recherche féministes, et de l'apport de toutes et tous dans ce champ d'études, dans la faune encore par trop patriarcale de nos savoirs dominants ;
- célébration de nos réussites et de nos espoirs pour dire collectivement notre fierté, croiser nos regards et nos énergies et galvaniser notre détermination pour faire advenir ensemble, ici et maintenant, l'université et la société féministes que nous voulons.

J'avoue que je quitte la direction de l'Institut avec une certaine tristesse parce que j'ai terriblement aimé exercer mes responsabilités avec une équipe compétente et engagée. Au cours de ces années, nous avons travaillé ensemble pour assurer un important développement des études féministes qui sont maintenant offertes à tous les cycles d'études ; nous avons donné de nouvelles assises au rayonnement de la recherche et de la création en obtenant le personnel et les ressources financières nécessaires pour exercer nos responsabilités et soutenir des activités de diffusion et de mise en valeur de la recherche-crédation féministe au niveau national et international. L'Institut, avec son équipe de professionnelles, de secrétaires et de professeures, son Plan de développement, a les personnes et les outils requis pour envisager l'avenir avec optimisme. Je pars avec le sentiment du "devoir accompli" et la conviction qu'il est bon, à cette étape-ci de l'histoire de l'Institut, qu'une autre personne prenne la direction et ouvre de nouvelles avenues. Je suis infiniment reconnaissante à l'endroit de toutes les membres de l'équipe de l'IREF qui ont partagé mes rêves et mes ambitions et qui ont concrètement rendu possible la réalisation de la plupart d'entre eux !

Les défis à relever sont immenses mais le plus considérable est celui de la cohésion. Le domaine des études et des recherches féministes à l'UQAM fait certes preuve de vigueur et de créativité, mais cette réussite est liée au fait qu'il s'agit d'un milieu rassembleur, ouvert, qui fait de la place à des personnes de différents âges et de différents statuts, issues de multiples disciplines,

¹ Première génération : mes parents n'ont pas eu accès aux études universitaires ; UQAM, Ph.D. en sociologie 1992.

► porteuses de diverses approches théoriques et de différentes orientations pour l'action. Cette convivialité/cohabitation intergénérationnelle, interdisciplinaire et aux orientations théoriques et pratiques plurielles représente un défi de tous les instants pour nous toutes mais constitue une condition inhérente à la réussite et à la longévité d'un Institut comme le nôtre. Nous sommes toutes et tous féministes, nous voulons toutes et tous que l'ensemble des femmes aient leur place au soleil et soient des sujettes à part entière dans notre société mais les voies pour théoriser le substrat patriarcal sont plurielles de même que les pistes à suivre pour faire advenir le changement. Le projet féministe n'a pas fini de bouleverser les arcanes des savoirs dominants et des pouvoirs politique, économique et social ; il n'a surtout pas fini d'ébranler les socles de nos vies intimes où se combattent anges et démons ! Ce projet est si fondamental, si exigeant, qu'il a besoin de nous toutes.

Je salue la nouvelle directrice **Sylvie Paré** qui a accepté d'assumer, à compter du 1^{er} janvier 2012, la direction de l'IREF. Cette sociologue, professeure au Département d'études urbaines et touristiques, s'intéresse notamment à la place des femmes immigrantes dans la nouvelle économie montréalaise. Elle a déjà été membre du Conseil de l'IREF et a été directrice de programmes au premier cycle dans son département. Ces différentes expériences académiques en font une personne toute désignée pour assumer la direction de l'Institut. Sans compter que cette féministe est une femme d'écoute et d'action ! Je lui souhaite autant de joies que j'en ai connues à la direction de l'IREF et je sais qu'elle peut compter sur vous toutes pour tracer, avec détermination et créativité, une nouvelle page d'histoire de l'Institut.

Dons au Fonds de l'IREF

En guise de cadeau de départ pour Marie-Andrée Roy et selon son désir, ses proches collaboratrices ont demandé à certaines et certains membres de verser un don au Fonds de l'IREF afin de pouvoir continuer à offrir des bourses aux étudiantes. Nous sommes heureuses d'annoncer qu'en date du 15 décembre 2011, plus de 1000 \$ ont été amassés dans le fonds de l'IREF et ce n'est pas fini puisque les dons continuent d'affluer. Un grand merci aux donatrices et aux donateurs pour leur générosité.

ENTREVUE avec la professeure
Magda Fahrni

L'histoire des femmes, penser l'Histoire à travers les femmes

Sophie Doucet
Doctorante en histoire, UQAM

Magda Fahrni est professeure au Département d'histoire de l'UQAM depuis 2002 et membre de l'IREF. Spécialiste de l'histoire des femmes et de la famille, elle donne depuis l'an dernier le cours Introduction à la pensée féministe (FEM1000), auquel elle apporte son bagage d'historienne. Magda Fahrni a publié plusieurs ouvrages sur l'histoire des femmes et de la famille. Elle est entre autres co-auteure de la dernière édition de *Canadian Women. A History* (Nelson Education, 2001), la synthèse canadienne en histoire des femmes. Elle nous parle, dans cet entretien, de son parcours, de son enseignement, de ses recherches et de la conciliation travail-famille.

SD : À quel moment, dans votre parcours, avez-vous eu la piqure pour l'Histoire des femmes ?

MF : Je pense que j'ai grandi avec cet intérêt. Dans la mesure où j'ai grandi (en Colombie-Britannique) dans une famille politisée, progressiste où les livres étaient très importants. Comme enfant, je lisais beaucoup, et particulièrement tous ces romans de la tradition anglo-américaine centrés sur la figure de l'orpheline de l'époque victorienne. J'ai donc développé très tôt un intérêt pour le passé et pour le parcours des filles, des femmes. Quant à l'histoire des femmes comme discipline, elle m'a été présentée dans le cadre de mes études de baccalauréat à l'Université McGill, à la fin des années 1980, à travers les cours de l'historienne Andrée Lévesque. Un de ces cours était axé sur la recherche, on y avait un réel contact avec les sources et avec l'historiographie des femmes. À cette époque, je me souviens clairement de m'être



Photo Ramia Acun

Magda Fahrni

dit : « Ah! Je vais devenir historienne ». Mes deux grands amours étaient l'histoire des femmes et l'histoire du travail.

SD : Alors, vous avez poursuivi en histoire à la maîtrise et au doctorat.

MF : Oui, j'ai fait ma maîtrise à l'Université Queen's, à Kingston, sur l'histoire des domestiques, en Ontario, à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle. Ce qui m'intéressait, c'était les rapports entre les servantes et leurs maîtresses. Plus tard, j'ai écrit un article à partir de mon mémoire. Pour le doctorat, je suis allée à l'Université York, à Toronto, afin de travailler avec l'historienne des femmes Bettina Bradbury. Bettina avait aussi une expertise dans l'histoire du Québec, qui m'intéressait beaucoup — qui m'intéresse encore — et dans l'histoire de la famille, que j'avais envie de découvrir. J'ai élaboré un projet de thèse sur les familles montréalaises au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Je voulais comprendre comment elles avaient vécu la transition de la guerre à la paix et surtout, comment elles avaient vécu les premières mesures étatiques (surtout fédérales), au début de l'État providence. L'expérience des femmes dans cette transition m'intéressait particulièrement.

SD : Vous enseignez depuis 2002 l'histoire de la famille et l'histoire des femmes à l'UQAM, en plus d'autres cours en histoire du Québec et du Canada au niveau du baccalauréat, de la maîtrise et du doctorat. Depuis l'an dernier, vous donnez aussi le cours *Introduction à la pensée féministe* (FEM1000), qui est un cours obligatoire dans le certificat en études féministes et qui a été donné dans le passé par des professeures de plusieurs disciplines. Que souhaitez-vous apporter à ce cours ?

MF : Même si ce n'est pas un cours d'histoire de la pensée féministe, mais bien un cours d'introduction à la pensée féministe, je ne peux aborder ce cours que comme historienne, parce que c'est ce que je suis. Je dis toujours aux étudiant-e-s en commençant la session que ce cours est multidisciplinaire, dans le sens où on lit des textes provenant de différentes disciplines. Qu'il est international, parce qu'on y lit des textes sur le Québec, sur les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, etc., et qu'il a ce fil conducteur historien ou historique. Je pense que ma mission est de montrer que la pensée féministe ou plutôt les pensées féministes ont une histoire, une longue histoire même. C'est sûr que le mot féminisme ne voulait pas dire la même chose au 19^e siècle, qu'aujourd'hui. Mais on est capable de discerner des pensées que l'on pourrait peut-être qualifier de féministes à ces époques. Ou du moins, des pensées qui témoignent d'une conscience de la situation particulière des femmes à un moment donné, dans un contexte donné. Il faut être prudente et faire attention de ne pas plaquer nos étiquettes sur ces pensées anciennes.

SD : Le mot féminisme n'existe pas depuis si longtemps...

MF : Non, en français, il apparaît pour la première fois en 1882, donc fin du 19^e siècle. Dans le cours FEM1000, on a justement eu tout un débat que j'ai délibérément provoqué, à savoir si Christine de Pizan, cette femme du 15^e siècle que l'on qualifie souvent de première féministe, peut vraiment être caractérisée comme telle. Je n'ai pas la réponse à cette question. Mais je pense que souvent, dans le cours FEM1000 comme ailleurs, on a tendance à chercher des précurseuses. Dans notre

cas, des ancêtres féministes. Cette recherche d'ancêtres féministes n'est pas sans utilité. Mais en même temps, je veux que les étudiantes et les étudiants comprennent que ces femmes-là ne se voyaient pas comme des précurseuses de quoi que ce soit. Elles étaient des femmes qui essayaient de gérer leur vie dans les conditions dans lesquelles elles évoluaient. Il faut les voir dans leur contexte, dans leur historicité, et pas seulement comme nos ancêtres ou nos marraines spirituelles.

SD : Dans le cours *Histoire des femmes au Québec* (HIS4550) que vous enseignez depuis plusieurs années à l'UQAM, que cherchez-vous à transmettre de plus important à vos étudiantes et étudiants ?

MF : Les étudiantes et étudiants de ce cours proviennent de différentes disciplines : histoire, littérature, travail social, enseignement, études féministes, histoire de l'art, etc. Alors, dans ce cours, j'offre une introduction à l'histoire du Québec à travers la vie des femmes. C'est un défi que j'aime beaucoup. Outre cela, ce qui est important pour moi à travers ce cours comme dans les autres cours d'histoire que je donne, c'est de transmettre aux étudiantes et étudiants l'idée que le passé est un pays étranger, comme l'a écrit le romancier britannique L.P. Hartley. C'est-à-dire qu'on ne peut pas penser que les gens du 18^e, du 19^e, du début du 20^e siècle étaient et pensaient fondamentalement comme nous. En histoire des femmes, il nous arrive régulièrement d'avoir envie de s'identifier avec les femmes du passé. En lisant une lettre ou un journal intime du passé, on se dit spontanément : « Ah, je sais ce qu'elle ressent ! ». Mais on ne le sait pas. Le passé est une autre culture. Étrangère, dans le sens propre du terme. Il faut garder cela en tête quand on travaille avec les sources.

SD : L'histoire des femmes est une discipline assez jeune. Pouvez-vous nous rappeler les circonstances de son apparition.

MF : L'histoire des femmes est née au début des années 1970 dans un contexte de bouleversements, à la fois dans la société et dans la discipline historique même. La société de l'époque était en effervescence : c'est l'époque de la nouvelle gauche aux

États-Unis, de la « deuxième vague » du féminisme. La discipline historique se remettait elle aussi en question. Certains historiens ont décidé qu'ils allaient délaissé les grands personnages et événements et qu'ils allaient concentrer leurs efforts sur l'histoire des gens ordinaires : ouvriers, paysans, artisans... et particulièrement sur les gens opprimés. C'est l'histoire « vue d'en bas ». Il n'était dès lors plus possible d'ignorer les femmes.

SD : Quel était l'objectif de l'histoire des femmes à ses débuts ?

MF : C'était, d'une part, je pense, de susciter une prise de conscience de ce qu'on appelait à l'époque la condition des femmes (on n'utilise presque plus cette expression). Puis, au-delà de cela, il s'agissait de réécrire l'Histoire. Les historiennes des femmes disaient : le récit historique existant est non seulement incomplet, mais faux. Parce qu'on n'a pas raconté la vie des femmes, qui forment la moitié de l'humanité. Mais il n'y avait pas que les femmes qui avaient été oubliées : les immigrants, les travailleurs, les esclaves, etc., étaient aussi absents du récit historique.

SD : Est-ce que, 40 ans plus tard, on peut dire que la mission a été accomplie ? Que les femmes ont retrouvé leur place au sein du récit historique ? Est-ce que les historiens des autres sous-champs intègrent les femmes à leurs études, à leur enseignement ?

MF : Je pense que oui, que les historiens des autres champs font une place aux femmes, du moins dans leurs cours. À l'UQAM, par exemple, je pense qu'il serait difficile de trouver un cours où il n'y a pas au moins une séance consacrée aux femmes. On peut remettre en question le fait qu'elles soient souvent cantonnées à une seule séance, mais bon. Les femmes ont aussi été intégrées aux grandes synthèses historiques. Plus que dans certaines des monographies sur des sujets plus pointus. De là à dire que la place qu'on leur donne est suffisante, ça c'est une autre question. L'on peut aussi se demander si l'on traite des femmes dans l'histoire en tenant compte des recherches les plus récentes. À mon avis, ce n'est pas toujours le cas.

SD : Comment évalueriez-vous la place des théories féministes dans le champ de l'histoire des femmes ?

MF : Souvent, on juge que l'histoire est parmi les moins théoriques des disciplines. Je ne suis pas forcément d'accord avec ce constat. Il y a beaucoup d'historiens qui aiment la théorie et les historiennes des femmes ont toujours intégré la théorie à leurs études, à commencer par la théorie marxiste dans les années 1970. En fait, les travaux qui essayaient de combiner la théorie féministe et la théorie marxiste ont dominé la production en histoire des femmes dans les années 1970 et 1980. Depuis les années 1990, grâce à Joan Scott et d'autres, les historiennes des femmes ont intégré le genre à leurs analyses; certaines se sont abreuvées des théories poststructuralistes pour repenser la méthode historique. Il y a donc eu en histoire un virage culturel, un virage linguistique, qui ont fait en sorte que les historiens, les historiennes ont dû être attentifs, attentives aux catégories qu'ils et elles employaient, y compris la catégorie « femme ».

Depuis les années 1990, grâce à Joan Scott et d'autres, les historiennes des femmes ont intégré le genre à leurs analyses; certaines se sont abreuvées des théories poststructuralistes pour repenser la méthode historique. Il y a donc eu en histoire un virage culturel, un virage linguistique, qui ont fait en sorte que les historiens, les historiennes ont dû être attentifs, attentives aux catégories qu'ils et elles employaient, y compris la catégorie « femme ».

Des courants comme l'intersectionnalité, par exemple, même si on ne le nomme pas toujours ainsi, sont présents dans nos études depuis longtemps, dans le sens où nous essayons d'être attentives aux différences entre les femmes occasionnées par la classe sociale, la religion, la langue, l'ethnie, la sexualité... et à comment ces catégories fonctionnent ensemble. Nous veillons à ne pas essentialiser les femmes. Donc, pour répondre à ta question, je dirais que les historiennes des femmes sont au courant de ce qui se passe en études féministes, qu'elles s'intéressent aux nouvelles théories et les appliquent souvent. En fait, je dirais que les historiennes des femmes sont peut-être, de tous les historiens, celles qui sont les plus attentives à la théorie.

SD : Et comment voyez-vous l'avenir de l'histoire des femmes ?

MF : C'est une question à laquelle je réfléchis souvent. Entre autres parce que j'ai récemment publié avec trois collègues un ouvrage de synthèse sur l'Histoire des femmes au Canada. Il s'agit de la troisième édition d'un ouvrage qui existe depuis la fin des années 80 qui est beaucoup utilisé à travers le Canada dans les cours universitaires d'histoire des femmes, *Canadien Women. A History*¹. En y travaillant, je me suis demandé : y aura-t-il une quatrième édition dans 15 ans ? Y aura-t-il encore des cours en histoire des femmes? J'avoue que je ne sais pas. Toutefois, je pense que même si les femmes étaient intégrées dans tous les autres cours, le cours d'histoire des femmes serait encore pertinent parce qu'il nous oblige à faire l'histoire autrement, à regarder le passé à travers le vécu des femmes et à nous poser des questions qu'on ne poserait pas autrement. Donc, pour moi, le but n'est pas simplement de donner ce cours pour le moment, en espérant qu'un jour il ne sera plus nécessaire. Je pense que sa pertinence sera toujours là puisque c'est un exercice intellectuel utile et enrichissant que de penser l'Histoire à travers les femmes.

SD : Vos recherches personnelles actuelles portent sur les accidents dans le contexte de la modernité industrielle et sur l'épidémie d'influenza de 1918-1919. C'est bien cela ?

MF : Oui. Et même si ça ne paraît pas dans les titres que tu viens de donner, le vécu des femmes et la grille d'analyse genrée sont au cœur de ces recherches. Le livre sur l'influenza, un ouvrage collectif que je co-dirige, sera publié au printemps. En ce qui concerne les accidents, je compte publier une monographie dans quelques années. Aussi, je me suis engagée auprès des Presses de l'Université Oxford pour rédiger un livre sur l'histoire de la famille au Canada. Ce sera un ouvrage de synthèse qui couvrira probablement la période allant du 19^e siècle à nos jours.

SD : Vous êtes chercheuse, professeure, maman d'une fillette. Est-ce que l'expérience de la maternité a modifié votre perception du passé des femmes ?

MF : Je pense que oui, dans une certaine mesure. Je suis très consciente de ma propre historicité et des privilèges dont je jouis, à notre époque ! Oui, je suis professeure, chercheuse et maman, mais maman d'une enfant et non de six ou sept, une énorme différence par rapport à plusieurs femmes du passé. La maternité est une expérience que l'on vit dans le corps. En devenant mère, je savais que je serais fatiguée pendant la première année, tout le monde m'avait dit qu'on ne dort pas beaucoup. Mais je ne savais pas que je serais constamment fatiguée par la suite ! J'ai énormément de respect pour ces femmes du passé qui ont eu des grandes familles... Par ailleurs, j'ai un emploi qui est une vocation, une profession. C'est vrai que ce n'est pas toujours facile de concilier travail et maternité, mais en général je me considère privilégiée d'avoir une fille en bonne santé et un travail que j'adore. Et puis je pense que c'est une bonne chose pour une petite fille de notre époque de voir sa mère aimer profondément son travail.

SD : Merci beaucoup, Magda Fahrni !

¹ Gail Cuthbert Brandt, Naomi Black, Paula Bourne, Magda Fahrni (2011). *Canadian Women: A History*, 3^e édition, Toronto, Nelson Education.

En ligne : http://www.amazon.ca/Canadian-Women-GaCuthbert-Brandt/dp/0176500960/ref=sr_1_1?s=books&ie=UTF8&qid=1322773532&sr=1-1#reader_0176500960

Bourses d'excellence en études féministes

Concours Automne 2011

Le comité d'attribution des bourses en études féministes au concours de l'automne 2011 composé de Thérèse St-Gelais (professeure au Département d'histoire de l'art, coordonnatrice de l'enseignement, IREF), de Line Chamberland (professeure au Département de sexologie, membre de l'IREF), Josée S. Lafond (vice-doyenne aux études à la Faculté des sciences humaines) et de Rachel Chagnon (professeure au Département de sciences juridiques, coordonnatrice de la recherche, IREF, membre substitut) a décerné les bourses aux personnes suivantes :

- Bourses de l'Institut de recherches et d'études féministes

Audrey Simard, étudiante au baccalauréat en travail social (1 000 \$)

Valérie Orange, étudiante à la maîtrise en communication (1 500 \$). Aussi lauréate de la Bourse Reconnaissance UQAM en communication (2 000 \$)

Marie-Noëlle Huet, doctorante en études littéraires (1 500 \$)

- Bourse aux cycles supérieurs Anita Caron- Institut de recherches et d'études féministes

Philippe Duhaime-Allard, étudiant à la maîtrise en histoire de l'art (1 500 \$)

- Bourse Francine Descarries/Winnie Frohn - articulation études-familles aux trois cycles d'études

Anne-Marie Roy, doctorante en études littéraires (1 500 \$)

- Bourses offertes à l'hiver 2012

Bourse de 1 500 \$ aux cycles supérieurs de l'Institut de recherches et d'études féministes/Service aux collectivités (Protocole UQAM/Relais-femmes) pour contrer l'antiféminisme et la violence envers les femmes

Bourse Jean-Marc Eustache en études féministes de 2 500 \$ au 2^e cycle

Bourse Jean-Marc Eustache en études féministes de 10 000 \$ au 3^e cycle

Date de dépôt du dossier de candidature : **15 février 2012**

Félicitations aux lauréates et au lauréat



Audrey Simard



Valérie Orange



Marie-Noëlle Huet



Philippe Duhaime-Allard



Anne-Marie Roy

L'expérience des mères et des pères de jeunes enfants autistes

Catherine des Rivières-Pigeon

Directrice de la recherche

et professeure au Département de sociologie, membre de l'IREF

En collaboration avec **Isabelle Courcy**, étudiante au doctorat en sociologie-concentration études féministes, **Stéphanie Granger**, Psy D., **Gabrielle Sabourin**, étudiante au doctorat en psychologie

Depuis quelques années, l'autisme et les troubles du spectre autistique¹ font couler beaucoup d'encre, au Québec comme ailleurs dans le monde. D'un trouble auparavant considéré comme rare, l'autisme est devenu le handicap le plus prévalent parmi les enfants d'âge scolaire et préscolaire au Québec, affectant aujourd'hui près d'un enfant sur 100 (Noiseux, 2009). Si ce trouble constitue une préoccupation majeure pour les responsables de la santé publique et du milieu de l'éducation, ce sont toutefois les familles, et en particulier les mères, qui ont, sur une base quotidienne, la tâche de prendre soin de ces enfants et de mettre en place les conditions favorables à leur développement.

Les soins et l'éducation des jeunes enfants autistes nécessitent, pour plusieurs mères, une mobilisation de tous les instants. Le trouble autistique étant une catégorie regroupant des enfants aux profils très hétérogènes, leurs besoins varient, mais une grande proportion d'entre eux ont des comportements très difficiles à gérer pour les familles : crises, auto-mutilations, rigidités cognitives de toutes sortes, inconscience du danger, incapacité à répondre à leur nom ou à des consignes simples sont des symptômes fréquents chez ces enfants. Les familles doivent donc non seulement apprendre à gérer ces comportements problématiques, mais également mobiliser beaucoup d'énergie pour enseigner à ces enfants des habiletés sociales et de communication. En effet, de nombreuses études scientifiques ont révélé que des programmes de stimulation intensive, notamment ceux basés sur les principes du behaviorisme, peuvent



Photo Rania Acoun

De gauche à droite : Nadia Abouzeid, Catherine des Rivières-Pigeon et Isabelle Courcy

avoir un effet bénéfique majeur sur le développement des enfants autistes, en leur permettant notamment d'acquérir la capacité de comprendre le langage et de s'exprimer verbalement (McEachin et al., 1993; Remington et al., 2007).

Plusieurs familles se mobilisent donc dès l'annonce du diagnostic, et parfois même avant, pour offrir à leur enfant ce type de stimulation. Au Québec, ce programme d'intervention précoce, appelé Intervention Comportementale Intensive (ICI), est offert depuis 2003 aux enfants âgés de 2 à 5 ans par le réseau public des Centres de réadaptation. Ce programme n'est toutefois pas accessible à tous les enfants et nécessite, pour les familles qui y ont accès, une implication parentale importante. Les parents ont ainsi la responsabilité de participer aux rencontres de supervision clinique, qui ont généralement lieu deux fois par mois, ainsi que celle de généraliser en contexte naturel les habiletés acquises par l'enfant.

C'est dans ce contexte que s'inscrit notre projet de recherche, qui en est aujourd'hui à sa troisième année de réalisation. Notre objectif est d'analyser l'expérience des mères et des pères d'enfants autistes âgés de moins de 6 ans, en mettant en lumière les difficultés vécues par ces familles, mais également leurs forces et les ressources qu'elles mobilisent pour leurs enfants. Puisque la présence d'un enfant autiste est susceptible d'affecter toutes les sphères de la vie familiale, nous avons choisi d'analyser l'ensemble des composantes de la vie des parents, en mesurant notamment leur rapport à l'emploi, la conciliation travail-famille, le partage des tâches au

sein du couple, le réseau de soutien, les sources de stress ainsi que la détresse psychologique. Nous voulions également comprendre les effets de l'intervention comportementale intensive (ICI) sur les parents.

Bien que cette recherche porte sur l'expérience des deux parents, une attention particulière a été accordée à l'expérience des mères, car ce sont elles qui demeurent les principales responsables, au sein de la famille, du soin et de l'éducation des enfants. L'un de nos objectifs était de distinguer l'expérience des pères et des mères, ce qui est rarement fait dans les études sur les familles d'enfants autistes. Trop souvent, l'utilisation du mot parent a pour effet de cacher la réalité différente vécue par les mères et les pères de ces enfants.

Méthodologie

Une méthodologie quantitative a été privilégiée afin de faire un portrait exhaustif de l'expérience des pères et des mères d'enfants autistes. Cette méthodologie permet également de tester des hypothèses concernant les différents facteurs susceptibles d'affecter cette expérience, notamment la présence d'intervention.

Les données ont été recueillies par questionnaires auprès de pères et de mères d'enfants autistes² âgés de moins de 6 ans recevant ou non une ICI. Grâce à la collaboration de 13 des 22 Centres de réadaptation (CRDI-TED) du Québec, de 5 cliniques privées et de 3 associations de parents, nous avons obtenu la participation de 180 parents, soit 114 mères et 66 pères. Le questionnaire comprenait à la fois des outils originaux, développés spécifiquement pour les besoins de cette recherche, et des échelles standardisées.

Résultats : les faits saillants

Nous présenterons ici quelques faits saillants de la recherche, en insistant sur les enjeux qui touchent tout particulièrement les femmes³.

Comme nous nous y attendions, nos résultats démontrent que les parents d'enfants autistes, et surtout les mères, présentent des taux de détresse psychologique très importants. La proportion de mères en détresse atteint 40%, un taux bien au-dessus de celui observé dans la population. Chez les pères, le taux de détresse est de 15%. La santé physique des parents est également problématique : plus du quart des pères et des mères qualifiaient leur santé de « moyenne » ou « mauvaise », ce qui est beaucoup plus élevée que chez les autres parents québécois (Aubin, 2007).

Comme nous nous y attendions, nos résultats démontrent que les parents d'enfants autistes, et surtout les mères, présentent des taux de détresse psychologique très importants. La proportion de mères en détresse atteint 40%, un taux bien au-dessus de celui observé dans la population.

L'emploi et la conciliation travail-famille sont sources d'importantes difficultés chez ces parents. Près de l'ensemble des pères participant à notre étude occupaient un emploi, mais seulement les 2/3 des mères avaient un travail rémunéré. Les changements concernant l'emploi étaient également très fréquents : le quart des pères et plus de la moitié des mères ont indiqué avoir vécu un tel changement depuis le diagnostic de l'enfant. Ces changements, dans le cas des mères, consistaient très souvent en une diminution de leurs heures de travail (24%) ou de l'abandon de leur emploi salarié (13%). Dans le cas des pères, il s'agissait la plupart du temps d'un changement d'emploi (56%). La conciliation travail-famille était vécue comme très problématique par 38% des mères et 15% des pères.

Le partage des tâches ménagères et des soins aux enfants suit, au sein de ces couples, un modèle très traditionnel. Dans la plupart des familles (60%), ce sont les mères qui effectuent la totalité ou la très grande majorité des tâches et ce, qu'elles occupent ou non un emploi rémunéré. Par exemple, les mères apparaissent dans une majorité écrasante les premières responsables de prendre les rendez-vous avec les spécialistes de l'enfant (93%) et de s'y rendre avec lui (68%). Bien que les parents participent de façon très active au programme d'intervention lorsque celui-ci est offert à l'enfant, lorsque que l'on mesure la fréquence de cette implication, on constate sans surprise que les mères s'impliquent dans une beaucoup plus grande mesure que les pères. À titre d'exemple, 61% des mères s'impliquaient souvent auprès de l'intervenante alors que 31% des pères disaient en faire autant.

Les résultats qui concernent les effets de l'ICI sur la vie des pères et des mères révèlent la complexité des effets de cette intervention sur la vie familiale. Les résultats démontrent ainsi l'importance de tenir compte de la qualité de l'intervention pour le bien-être des mères, et non seulement de la présence de celle-ci. Ainsi, l'ICI est associée à une réduction de la détresse chez les mères seulement lorsque l'intervention est effectuée de façon précoce, qu'elle n'est pas perçue comme nuisant à la conciliation travail-famille. Ces effets bénéfiques sont également accrus lorsqu'un lien de confiance se développe avec l'intervenante et que l'intervention est effectuée à la maison.

Ce projet s'inscrit au cœur des réflexions féministes sur l'expérience de la maternité et sur la division sexuelle du travail qu'elle sous-tend, surtout lorsque l'enfant présente des besoins particuliers. La présence d'un tel enfant semble mener les familles à réorganiser de façon plus traditionnelle la division du travail rémunéré et non rémunéré au sein du couple. Une présence accrue des pères en emploi, s'accompagnant d'une baisse des heures ou d'un arrêt de travail rémunéré pour les mères, crée une situation qui peut être périlleuse pour ces femmes, surtout dans un contexte où les taux de séparation maritale sont élevés. Toutefois, force est de constater que cette division est motivée par l'urgence réelle d'aider l'enfant et que pour certaines mères, selon la qualité de l'intervention reçue, une implication intensive au sein du programme et un retrait du marché de l'emploi durant une période donnée peut avoir des effets bénéfiques sur leur santé. D'autres analyses sont en cours afin de mieux comprendre les liens multiples et complexes qu'il peut y avoir entre l'implication des mères et des pères dans le programme de l'enfant et les effets sur la santé.

L'équipe de recherche

Le projet de recherche est en cours depuis 2009. Il reçoit l'appui financier du CRSH. Trois thèses de doctorat s'inscrivent dans ce projet. Chacune des trois étudiantes de l'équipe développe des aspects précis de la recherche dans le cadre de leur thèse respective. **Nadia Abouzeid** est détentrice d'un baccalauréat en psychologie et d'un diplôme de deuxième cycle en intervention comportementale auprès des personnes ayant un trouble envahissant du développement (TED). Elle effectue présentement son doctorat en psychologie sous la direction de la professeure Nathalie Poirier. Sa thèse porte sur la perception des mères quant aux services d'Intervention Comportementale Intensive (ICI) reçus par leur enfant ayant un trouble du spectre de l'autisme et vise la création d'un programme de formation. Elle a plusieurs années d'expérience comme intervenante en ICI auprès de jeunes enfants autistes. Elle travaille au sein de l'équipe à la rédaction du rapport de recherche et à la diffusion des données auprès des partenaires. **Isabelle Courcy** effectue une thèse sur le thème de l'expérience de la maternité en contexte d'autisme. Dans le cadre de cette thèse, dirigée par Catherine des Rivières, elle aborde tout particulièrement les questions liées à la détresse psychologique des mères et au rapport à l'emploi en lien avec l'implication des mères en ICI au regard des règles actuelles qui régissent le rôle maternel. **Gabrielle Sabourin** est étudiante au doctorat en psychologie sous la direction de Catherine des Rivières et de Jacques Forget. Elle analyse les enjeux liés à la détresse des mères et des pères et au soutien social, particulièrement en relation avec l'intervention. Ses résultats de thèse portent sur les caractéristiques de l'intervention qui ont un impact sur la détresse. Enfin, **Stéphanie Granger** est étudiante diplômée du doctorat en psychologie. Sous la direction de Jacques Forget et de Normand Giroux, elle a complété sa thèse portant sur les formes d'implication des parents dans l'intervention comportementale intensive.

Références

- American Psychiatric Association (2011). *DSM V Development Draft Revisions to DSM Disorders and Criteria*. [En ligne] <http://www.dsm5.org/ProposedRevisions/Pages/proposedrevision.aspx?rid=97#>
- Aubin, J. Boucher, M. Camirand, J. & Courtemanche, R. (2007). *Recension et synthèse critique des enquêtes sociales et de santé, 1995-2005*, Québec, Institut de la statistique du Québec, 262 p.
- McEachin, J.J., Smith, T. & Lovaas, O.I. (1993). "Long-Term Outcome for Children with Autism Who Received Early Intensive Behavioral Treatment", *American Journal on Mental Retardation*, 97, 359-372.
- Noiseux, M. (2009). *Surveillance des troubles envahissants du développement chez les enfants de 4 à 17 ans de la Montérégie, 2000-2001 à 2007-2008*. Direction de santé publique de la Montérégie, Longueuil, 56 p.
- Remington, B., Hastings, R.P., Kovshoff, H., degli Espinosa, F., Jahr, E., Brown, T., Alford, P. et al. (2007). "Early Intensive behavioral intervention: Outcomes for children with autism and their parents after two years", *American Journal on Mental Retardation*, 112, 418-438.

¹ Le mot autisme est utilisé, dans ce texte, pour désigner l'ensemble des troubles qui s'inscrivent dans la catégorie « troubles envahissants du développement (TED) » du manuel « DSM-VI » de l'Association psychiatrique américaine (APA, 2011). Cette catégorie est appelée à disparaître pour être remplacée, dans le futur DSM qui paraîtra en 2013, par « Trouble du spectre autistique (TSA) ».

² Les enfants devaient avoir reçu un diagnostic d'autisme, de Trouble envahissant du développement ou de Trouble envahissant du développement non-spécifié.

³ Les lectrices et les lecteurs intéressés par ce projet pourront bientôt se procurer le rapport de recherche ainsi que les articles scientifiques que notre équipe prépare présentement.

RéQEF RÉSEAU
QUÉBÉCOIS
EN ÉTUDES
FÉMINISTES

Longue vie au RéQEF !

Sandrine Ricci

coordonnatrice du RéQEF

Nul n'ignore les défis à relever quotidiennement pour assurer l'acceptation et la consolidation des études féministes dans les universités québécoises. Pour certaines chercheuses, il s'agit, encore à ce jour, de trouver des moyens pour sortir de l'isolement, alors que pour d'autres, le défi est davantage d'intégrer une perspective féministe dans leur programme de recherche et d'enseignement ou encore de surmonter le scepticisme environnant, face aux inégalités de sexe et au féminisme. Pour toutes, néanmoins, s'impose le besoin de structurer le champ des études féministes afin d'en fédérer l'expertise, d'en assurer la contribution au développement des connaissances et d'en consolider la légitimité scientifique, tout en augmentant sa portée sociale et son rayonnement. Le 4 novembre dernier, les membres du RéQEF tenaient leur première Assemblée visant à fonder officiellement le Réseau québécois en études féministes, dont les principaux objectifs sont de promouvoir la recherche en études féministes, de stimuler les échanges entre les chercheuses et de favoriser l'élaboration de projets de recherche communs dans le domaine.

Un réseau interuniversitaire, interdisciplinaire et inter-régional

Mis sur pied grâce à une subvention du FRSC (Fonds de recherche Société et culture, anciennement FQRSC) obtenue par la professeure **Francine Descarries** du Département de sociologie de l'UQAM, qui en assume la direction, le RéQEF a aussi obtenu une reconnaissance institutionnelle de l'UQAM comme centre institutionnel au titre de « Plateforme ». Cette reconnaissance a donné lieu à la création d'une unité académique officielle dotée de ressources et accueillie au sein de l'Institut de recherches et d'études féministes



Photo Rania Acun

De gauche à droite : Sandrine Ricci et Francine Descarries

de l'UQAM (IREF) qui, au départ, a été l'ardent promoteur du projet. Reflétant l'ambition de convergence des questionnements, de resserrement des collaborations avec les chercheuses des autres universités, et d'élaboration de stratégies communes dans le champ des études féministes se trouvant au cœur du projet, les membres du RéQEF représentent dix institutions universitaires au moment de sa fondation, soit, outre l'UQAM : l'Université Concordia, l'Université de Montréal, l'Université de Sherbrooke, l'Université du Québec à Chicoutimi, l'Université du Québec à Trois-Rivières, l'Université du Québec en Outaouais, l'Université Laval, l'Université McGill et la TÉLUQ.

Ce regroupement stratégique se veut donc interuniversitaire, interdisciplinaire mais également inter-régional. Réunissant des chercheur-es des quatre coins du Québec, professeur-es, collaboratrices des groupes de femmes ou étudiant-es, le RéQEF souhaite mettre de l'avant des pratiques déterritorialisées en vue de favoriser le rayonnement des études féministes sur l'ensemble du territoire québécois, tout comme il projette stimuler le développement d'échanges et de collaborations avec des chercheur-es aux niveaux national et international.

Un réseau pour soutenir les étudiantes

Une préoccupation centrale du RéQEF tient dans la formation à et par la recherche, dans une perspective de transfert intergénérationnel. Les étudiant-es inscrit-es dans des programmes de 2^e ou 3^e cycle et qui travaillent sous la direction d'un-e membre du RéQEF ou au sein de son équipe de recherche comme adjoint-es, sont donc vivement invitées à se joindre au Réseau. Le RéQEF entend également favoriser l'accueil des postdoctorantes de même que l'insertion des nouvelles chercheuses.

Les membres étudiant-es peuvent bénéficier du soutien du RéQEF pour collaborer à des projets s'inscrivant dans l'un des axes de sa programmation scientifique. Rappelons que dans beaucoup de lieux de recherche au Québec, les études féministes et sur le genre sont minoritaires, souvent isolées. En ce sens, l'existence du regroupement peut s'avérer vitale, en donnant une force institutionnelle à chaque membre et en leur offrant un forum d'échanges à travers ses activités. En outre, afin de favoriser la mobilité internationale des doctorant-es dont la recherche est placée sous la direction d'une de ses membres, le RéQEF

offrira sous peu 15 000 \$ sous forme de bourses pour la réalisation de stages à l'étranger.

Une vocation « Rapprochement recherche-société »

Le RéQEF comprend également des collaboratrices issues des groupes de femmes et du Service aux collectivités de l'UQAM. Les groupes actuellement représentés sont la Fédération des femmes du Québec, Relais-Femmes, l'Alliance des maisons d'hébergement de la Gaspésie, le Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine (CDEACF), l'Escale pour Elle, L'R des centres de femmes du Québec, la Table des groupes de femmes de Montréal et le Y des femmes.

La présence de ces groupes et celle des autres groupes qui seront invités à se joindre au Réseau dans les mois et les années à venir, s'explique certes par les liens historiques que le mouvement des femmes entretient avec les études féministes, mais elle s'inscrit également dans la foulée de deux grandes vocations soutenues par le programme d'infrastructure du FRSC. La première, soit la vocation « Rapprochement recherche-société », s'appuie sur une expérience bien établie de collaboration avec les milieux de pratique par plusieurs membres du Réseau. Elle renforcera donc des rapports déjà bien établis dans le cadre, notamment, de la Chaire Claire-Bonenfant - Femmes, Savoirs et Sociétés (Université Laval), de l'Observatoire ORÉGAND (UQO) et du Protocole UQAM/Relais-Femmes. Nul doute que la présence de collaboratrices œuvrant au sein de fédérations, d'organismes et de groupes féministes offrira l'opportunité d'un travail de clarification sur les enjeux des demandes sociales et d'une appropriation des résultats de recherche par les milieux de pratique. Berthe Lacharité, coordonnatrice de projets à Relais-femmes et membre du Conseil scientifique du RéQEF, à titre de représentante des milieux de pratique, remarque qu'à l'heure actuelle, « la recherche féministe est divisée en thématiques de recherche » et qu'il serait intéressant de trouver des façons de « travailler autrement qu'en silo ». En ce sens, elle entrevoit que le caractère interdisciplinaire et intersectoriel du Réseau pourrait offrir des possibilités intéressantes pour aborder les différentes thématiques « de façon transversale et interdisciplinaire » tout en favorisant une « culture de co-construction » entre les universitaires et les praticiennes.

Une vocation « mémoire »

La seconde vocation du RéQEF concerne le développement d'un site Web interactif et multimédia. Cet outil éducatif offrira une analyse, des données et des références autant sur les pensées féministes que sur le mouvement des femmes au Québec, ses luttes, ses productions et ses actrices, depuis la fin du XIX^e siècle à nos jours. Il permettra également de créer une mémoire sur la vie des femmes, de même que sur les événements, les productions artistiques, intellectuelles et théoriques, et les luttes sociopolitiques qui ont jalonné leur existence, tout en donnant accès à des textes militants, des essais théoriques, des références bibliographiques, des documentaires, etc.

Francine Descarries, qui caresse depuis longtemps ce projet de site Web multidisciplinaire, explique que celui-ci devrait permettre, non seulement de mettre en évidence la contribution des femmes à l'édification de la société québécoise — contribution trop souvent ignorée par l'histoire — mais encore de favoriser la transmission et la valorisation d'un savoir holistique et socio-historique sur le développement du mouvement des femmes et de la pensée féministe au Québec depuis la fin du XIX^e siècle.

Programmation et calendrier d'activités

En appui à sa volonté de soutien au développement de la recherche féministe et à son rayonnement, la programmation du RéQEF est articulée autour de trois axes : 1) études sur les rapports de sexe, le genre, les représentations et les transformations des rôles; 2) femmes, démocratie et développement; 3) éthique et mémoire féministe.

Dans cette perspective, au cours de la prochaine année de fonctionnement, différentes activités seront organisées, notamment dans le cadre du Congrès de l'Acfas et du 6^e Congrès international en études féministes qui se dérouleront respectivement au printemps et à l'été 2012.

Le RéQEF prévoit également organiser au cours de l'automne prochain une rencontre de ses membres afin d'établir un état des lieux de la recherche féministe au Québec, c'est-à-dire de ses milieux de réalisation et de ses productrices, de ses ancrages théoriques, méthodologiques et disciplinaires, de ses champs thématiques et des débats qui les entourent, de même que de ses outils et modes de transfert. Le but recherché est d'établir une cartographie actualisée de la recherche féministe au Québec et de faire le point sur les acquis, les défis et les enjeux auxquels sont confrontées les études féministes aujourd'hui.

La question même de l'égalité des sexes commande un nécessaire travail collectif pour en renouveler la compréhension et développer diverses propositions analytiques et stratégiques. Le champ des études féministes au Québec a la chance d'avoir des chercheuses universitaires qui sont très actives dans leur domaine d'études respectif; ne leur manque que la convergence de ces forces, ce que permettra le RéQEF, nouvel acteur dans le milieu scientifique et dans le mouvement féministe, et, dans une veine plus « communautaire », nouvelle infrastructure de recherche dans les murs de l'IREF. Longue vie !

Renseignements :

RéQEF, local VA-2215

Téléphone : 514 - 987-3000, poste 5133

ricci.sandrine@uqam.ca

Une nouvelle Chaire de recherche sur l'homophobie à l'UQAM

Michèle Modin
Coordonnatrice

S'agissant de l'une des mesures phares du *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie 2011-2016*¹ du Québec élaboré en consultation avec une coalition d'organismes LGBT (Lesbiennes, Gais, Bi et Transsexuelles), le lancement de la Chaire de recherche sur l'homophobie de l'UQAM avait lieu le 21 novembre 2011, en présence du Premier ministre du Québec, Jean Charest, du ministre de la Justice, responsable de la lutte contre l'homophobie, Jean-Marc Fournier, du recteur de l'UQAM, Claude Corbo, de la doyenne de la Faculté des sciences humaines, Anne Rochette, et du Président-directeur-général du Conseil québécois des gais et lesbiennes, Steve Foster, ainsi que de nombreux partenaires, collaborateurs et invités. **Line Chamberland**, détentrice d'un doctorat en sociologie, professeure au Département de sexologie et membre de l'IREF s'est vue confier la direction de cette première chaire du genre au Canada et dans la francophonie mondiale. L'UQAM a été la première université de langue française au monde à offrir dès 1995 un cours intitulé *Homosexualité et société* et la titulaire participait à ces développements. Avec l'appui de l'IREF, elle poursuivait ensuite ses recherches sur les processus institutionnels d'exclusion et de discrimination envers les minorités sexuelles dans les milieux de travail, éducatifs, de la santé et des services sociaux. Présentement, elle dirige une équipe de recherche dont les travaux portent sur *Les jeunes de minorités sexuelles : vulnérabilités, résilience et pratiques d'intervention* (2011-2015).

Diversité sexuelle et pluralité des genres : des savoirs pour contrer les préjugés

D'abord appliqué à l'homosexualité masculine, le concept d'homophobie s'est étendu à d'autres catégories tout en se déclinant en lesbophobie, biphobie,



De gauche à droite : Line Chamberland et Michèle Modin

Photo Ramia Acoum

transphobie, etc., afin de rendre compte des formes spécifiques d'oppression et d'infériorisation touchant les minorités sexuelles. Cette dernière expression désigne des populations définies par des orientations ou des pratiques sexuelles non exclusivement hétérosexuelles, ou par des identités de genre différentes des normes culturelles dominantes, et qui, pour autant, sont susceptibles de souffrir d'un déni de reconnaissance et d'une stigmatisation qui entravent leur participation citoyenne sur un véritable pied d'égalité avec les autres. Avec cette acception élargie, l'homophobie en tant qu'objet d'études s'inscrit désormais dans plusieurs spécialités disciplinaires et mobilise une diversité de perspectives théoriques.

Une plaque tournante dans la poursuite de la lutte à l'homophobie

Les objectifs de la Chaire de recherche sur l'homophobie sont les suivants :

- Contribuer à l'avancement et à la mobilisation des connaissances
- Encourager la relève en recherche
- Améliorer la formation des intervenantes et des intervenants
- Multiplier les partenariats de recherche

La Chaire a développé un réseau partenarial unique, incluant des acteurs provenant des milieux institutionnel, communautaire et universitaire, aux plans national et international. Elle offrira un environnement multidisciplinaire riche d'une diversité de perspectives conceptuelles et méthodologiques dont pourront bénéficier les étudiants, étudiantes des cycles supérieurs. Ces derniers pourront aussi accéder à un ensemble de ressources (bourses, mentorat, réseau de pairs et d'experts) favorisant la persévérance scolaire et l'insertion professionnelle. Les chercheurs, chercheuses présentement associées à la Chaire proviennent de six universités et d'un collège situés dans les régions de Montréal, Québec, Gatineau et Sherbrooke. La Chaire s'appuiera sur le réseau de l'Université du Québec afin d'étendre ses collaborations aux diverses régions du Québec.

Pour en connaître davantage, communiquez avec nous par courriel, joignez-vous à nous sur *Facebook*, suivez-nous sur *Twitter* et bientôt, consultez notre site Web !

chaire.homophobie@uqam.ca

¹ http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/ministere/dossiers/homophobie/plan_action_homo_FR.pdf

Le nouveau Groupe interdisciplinaire de recherche sur l'antiféminisme (GIRAF)

Francis Dupuis-Déri

Professeur du Département de science politique
Responsable du GIRAF

Le 16 novembre 2011 à Montréal, un atelier sur l'antiféminisme présenté à l'Université populaire a été perturbé par des agitateurs. Étudiante à la maîtrise en science politique et assistante de recherche au GIRAF, Émilie Beauchesne, était l'une des présentatrices. Même si on lui a demandé à plusieurs reprises de ne pas filmer l'activité, un antiféministe qui s'était fait connaître en escaladant la croix du Mont-Royal en 2005, déguisé en Spiderman, n'a pas respecté la volonté des participantes. De plus, il a monopolisé la période des questions, soit au micro ou en criant dans la salle. Il accusait les féministes de contrôler le système judiciaire et de mener une guerre contre les pères. Alors que la police arrivait sur les lieux, suite à un appel des organisatrices, l'animateur d'un site masculiniste qui accompagnait le « super-héros » a lancé : « Vous allez toutes mourir, comme des chiennes mortes, des *crisses* de chiennes ».

Ce triste événement nous rappelle que les antiféministes sont encore actifs au Québec. L'antiféminisme s'y exprime sous trois formes : (1) les décisions et politiques du gouvernement conservateur de Stephen Harper, dont plusieurs ont pour effet de nuire aux femmes et aux mobilisations féministes ; (2) le mouvement anti-choix ; et (3) les masculinistes de tout acabit qui se lamentent au sujet de la prétendue « crise de la masculinité », dont les femmes et les féministes seraient responsables.

Questionnement du mouvement féministe

Mais consacrer du temps à l'antiféminisme, n'est-ce pas perdre du temps et de l'énergie qui pourraient être consacrés à des enjeux plus importants ? En fait, tant que le patriarcat existera, le féminisme se butera à l'antiféminisme qui participe du patriarcat comme la violence masculine contre les femmes, l'exploitation économique et sexuelle des femmes, la discrimination misogyne et la lesbophobie. L'antiféminisme est un contre-mouvement qui influe sur le féminisme et sur les rapports sociaux de sexe, d'où l'importance de l'étudier et de le comprendre, ce qui est également une occasion de réaffirmer l'importance du féminisme.

L'antiféminisme est un contre-mouvement qui influe sur le féminisme et sur les rapports sociaux de sexe, d'où l'importance de l'étudier et de le comprendre, ce qui est également une occasion de réaffirmer l'importance du féminisme.

Le GIRAF a d'ailleurs été lancé au printemps 2011 par l'IREF, avec l'appui de la Faculté de science politique et de droit,

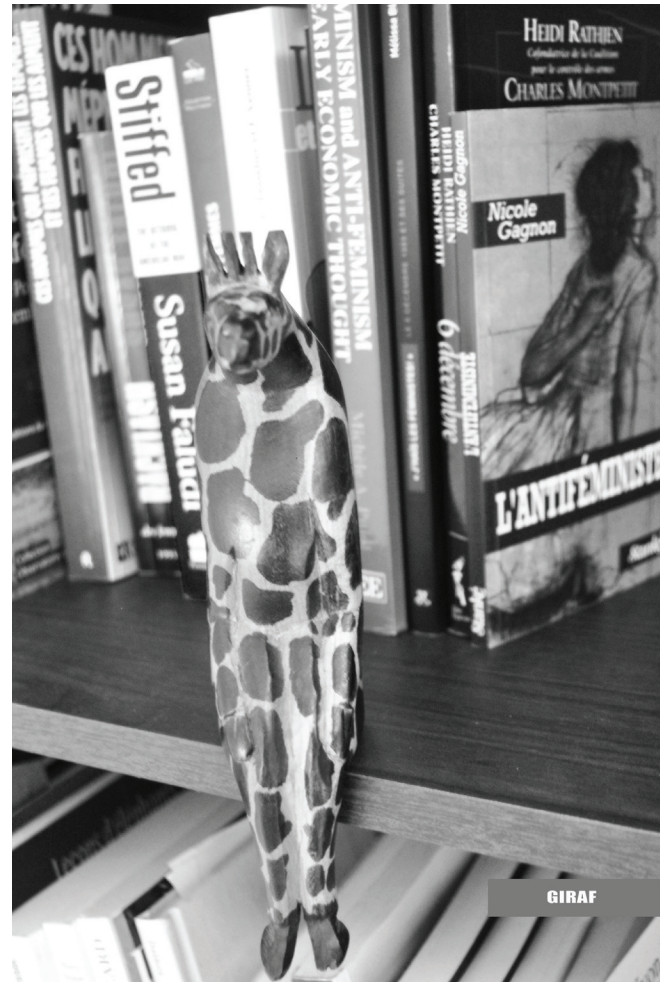


Photo Ramia Aoun

en réponse aux demandes de féministes qui sentent la nécessité de mieux comprendre les effets de l'antiféminisme à la fois sur les politiques publiques et sur le mouvement des femmes lui-même. L'R des centres de femmes du Québec, par exemple, a mené une recherche en partenariat avec le Service aux collectivités de l'UQAM, pour évaluer l'ampleur des actions antiféministes.

Cette étude menée en 2010 auprès d'une quinzaine de représentantes du mouvement des femmes a permis d'identifier les formes que prennent les actions antiféministes au Québec : insultes, injures et même menaces de mort par téléphone ou courriel, perturbation d'événements féministes, dénigrement (souvent à saveur sexuelle et lesbophobe) sur des sites Internet, critiques virulentes et médisance dans les médias, harcèlement juridique et administratif, entrées par infraction, graffitis sur des murs de locaux féministes, ou clous répandus dans un stationnement d'un refuge pour femmes. Les résultats préliminaires de cette étude tendent à confirmer l'hypothèse de L'R, à savoir que les féministes réagissent souvent aux actions antiféministes comme des femmes ciblées par la violence masculine.

Il y aurait donc un « cycle de la violence antiféministe » comme il y a un « cycle de la violence conjugale », entraînant les mêmes effets : peur et perte de confiance en soi, autocensure pour ne pas « provoquer » l'agression, autculpabilisation, etc.

L'équipe et ses projets

Le GIRAF compte sur la participation de **Francine Descarries**, professeure en sociologie et auteure de l'article « L'antiféminisme "ordinaire" » [paru dans *Recherches féministes* en 2005], **Lori Saint-Martin**, professeure en études littéraires et auteure de *Postures viriles : Ce que dit la presse masculine* [Remue-ménage, 2011] et **Frédéric Gagnon**, professeur en science politique et spécialiste de la droite conservatrice aux États-Unis. Outre **Émilie Beauchesne**, l'équipe est forte aussi de l'implication de plusieurs assistantes et professionnelles de recherche, dont **Mélissa Blais** (chargée de cours et doctorante en sociologie, co-directrice de l'ouvrage *Le mouvement masculiniste au Québec : L'antiféminisme démasqué* [Remue-ménage, 2008] et auteure de « J'haïs les féministes ! » : *Le 6 décembre 1989 et ses suites* [Remue-ménage, 2009], **Stéphanie Mayer** (maîtrise en science politique et co-auteure de *Quand le « prince charmant » s'invite chez Châtelaine : Analyse de la place des hommes et des discours antiféministes et masculinistes dans un magazine féminin québécois — 1960-2009*)¹ et **Marie-Ève Campbell-Fiset** (maîtrise en science politique).

Enfin, **Véronique Pronovost** (maîtrise en science politique) et **Charles Saliba-Couture** (maîtrise en science politique) coordonnent la préparation d'un colloque sur l'antiféminisme, qui aura lieu le 20 avril 2012 à l'UQAM.

Le GIRAF est aussi responsable de la collection « Observatoire de l'antiféminisme », aux éditions du Remue-ménage² et il est associé au cours du baccalauréat de science politique POL510J *Féminisme et antiféminisme*, qui accueille depuis maintenant trois ans une moyenne de 56 inscriptions. Enfin, le GIRAF est à la disposition du mouvement féministe pour mener des recherches ou présenter des conférences et des ateliers de formations sur le sujet de l'antiféminisme.

¹ Document en ligne : <http://rcentres.qc.ca/publications/prince-charmant-Chatelaine.pdf>

² Première publication de cette collection : *Retour sur un attentat antiféministe : École Polytechnique, 6 décembre 1989*, sous la direction de Mélissa Blais, Francis Dupuis-Déri, Lyne Kurtzman et Dominique Payette, Remue-ménage, 2010.

Invitation

Colloque

Féminismes et autres mouvements sociaux : quels liens, quels enjeux, quels débats ?

Mardi 8 mai 2012 au Palais des Congrès à Montréal

Responsable : **Rachel Chagnon**, IREF, UQAM

Collaboratrice : **Caroline Désy**, IREF, UQAM

Ce colloque est organisé sous l'égide de l'Institut de recherches et d'études féministes.

En prenant appui sur diverses disciplines des sciences sociales et humaines, ainsi que sur des expériences de pratique et de militantisme, et tenant compte des bouleversements sociaux et politiques récents, ce colloque a pour objectif d'éclairer les points de convergence et de dissonance entre les luttes féministes et l'ensemble plus général des luttes sociales actuelles.

Le programme du colloque sera disponible le 15 mars 2012 :
www.iref.uqam.ca

Inscription : www.acfas.ca



Des nouvelles du Protocole

Lyne Kurtzman

Agente de développement au Service aux collectivités
Responsable du Protocole UQAM/Relais-femmes

La dimension économique, en lien avec la vie en emploi et à la retraite, occupe une place importante dans les travaux menés avec des groupes de femmes. Sur divers fronts, recherches et actions visent les inégalités persistantes dans le domaine de l'emploi.

Discrimination systémique dans les industries de la construction et du cinéma

L'étude du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) et de l'économiste Ruth Rose, professeure associée à l'IREF, met à jour un portrait sur l'emploi qui explique pourquoi les femmes continuent de gagner moins cher que les hommes, bien qu'elles soient en moyenne plus scolarisées. On y constate que, malgré certaines percées, les femmes travaillent toujours moins d'heures que les hommes et se retrouvent moins souvent qu'eux dans les emplois les plus rémunérateurs. Les emplois où elles sont majoritaires demeurent également sous-évalués et sous-rémunérés.

Cette inégalité salariale est sous-jacente à une étude qui se penche sur les représentations qui expliquent pourquoi les métiers de la construction, malgré leur aspect rémunérateur, ne sont pas envisagés par les filles comme des lieux possibles de poursuite d'une carrière. On sait que les filles, aujourd'hui encore, sont moins portées que les garçons à opter pour des emplois, tels que : briqueteur, maçon, électricien, soudeur, etc. Les données les plus récentes indiquent qu'en 2010, elles représentaient seulement 2.7 % de la main-d'œuvre totale dans le secteur de la construction au Québec (Commission de la construction du Québec, 2011). La recherche des professeurs Simon Grégoire et Louis Cournoyer du Département d'éducation et pédagogie, en partenariat avec Femmes regroupées en options non traditionnelles (FRONT), à laquelle ont participé 202 étudiants et étudiantes du secondaire 4, a fait ressortir trois variables principales détournant les filles vers une carrière dans la construction : les attentes d'efficacité, les attentes de résultats et le rôle des modèles. Les filles ont en effet des doutes de pouvoir exercer efficacement ces professions vues dans leur ensemble comme très physiques et manuelles. Elles doutent également d'en retirer des bénéfices personnels, notamment de pouvoir concilier travail et famille.

La faible présence des modèles de même sexe exerçant un emploi de la construction joue également un rôle déterminant dans le fait qu'elles associent toujours ces emplois comme des emplois « de gars ». Ces résultats, cohérents avec la théorie sociocognitive de la carrière, permettront de mettre de l'avant des recommandations ciblées afin d'accroître la présence des filles à l'intérieur des programmes de formation professionnelle et technique en construction, et orienteront les priorités d'action de l'organisme FRONT.



Photo Ramia Aguin

Lyne Kurtzman

Une autre profession est également loin de la mixité professionnelle : cinéaste. Malgré une présence aussi grande des filles dans les écoles de cinéma, une proportion infime parvient à se tailler une place dans le milieu du cinéma québécois. En 2010, 5 films de fiction sur 31 étaient réalisés par des femmes. Faut-il alors s'étonner qu'à la soirée des Jutras 2011 aucune femme ne se soit retrouvée en nomination pour la meilleure réalisation de l'année ? Le partenariat de recherche entre le groupe Réalisatrices équitables, Francine Descarries (Département de sociologie) et Anna Lupien (maîtrise en sociologie et concentration en études féministes) a produit une étude qui dépeint la marginalisation professionnelle des réalisatrices dans l'industrie du cinéma québécois, surtout dans le domaine du long métrage de fiction. Sa large diffusion dans le public et auprès d'acteurs clés du gouvernement et des institutions qui financent le cinéma a eu des effets qui permettent d'espérer une évolution. Pour contrer la discrimination systémique entraînée par la maternité, la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC) a fait passer de 5 à 8 ans la date de la dernière réalisation comme critère d'admissibilité à ses programmes. Aussi, la SODEC a fortement recommandé aux maisons de production, peu enclines à financer les films réalisés par des femmes, de développer au moins un projet avec une réalisatrice par année. À Téléfilm Canada, par ailleurs, on s'est engagé à augmenter l'enveloppe du programme de soutien au cinéma indépendant, secteur où la présence des femmes cinéastes est la plus grande. Il est à noter que le domaine de la réalisation télévisuelle est également sous étude actuellement avec la professeure de sociologie Anouk Bélanger et le comité femmes de l'Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec.

Les emplois du secteur communautaire

Dans le domaine économique, la demande des groupes est liée aussi à la retraite de leurs travailleurs et travailleuses. En effet, le Service aux collectivités (SAC) est engagé depuis 2004 dans la mise sur pied et le développement du régime de retraite à financement salarial des groupes communautaires et de femmes (RRFS-GCF). Cet engagement se traduit par des recherches et des présentations du coordonnateur Michel Lizée. Le caractère novateur de ce projet a été reconnu par le monde des caisses de retraite. En effet, l'année dernière, le RRFS recevait à Toronto le prestigieux prix de la revue *Benefits Canada*. Au moment de rédiger ces lignes, le régime comptait plus de 2 400 adhérentes, 338 groupes et ses actifs atteignaient près de 7,5 millions.

Il y a dans le mouvement des femmes une préoccupation ascendante pour l'insertion des jeunes dans les emplois du secteur communautaire. Le projet de Relais-femmes avec Chantal Arousseau (Département de communication sociale et publique) financé par le Fonds des services aux collectivités du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) est une démarche de formation originale. La démarche a ceci de particulier qu'elle se décline en 4 étapes qui alternent entre la théorie et la pratique : période de préparation dans les groupes; première journée de formation; période de travail (accompagnement) sur les pratiques dans les groupes; et 2^e journée de formation-rétroaction. Cette approche a été développée afin de mettre en place des changements organisationnels durables pour faciliter l'intégration et la rétention de nouveaux travailleurs et travailleuses. À ce jour, la formation a rejoint directement 60 représentants-es des groupes dans 3 régions du Québec.

Développements pour combattre l'homophobie

Le Service aux collectivités soutient depuis plusieurs années la démarche de la Coalition des familles homoparentales pour combattre l'homophobie à l'école. Suite du projet précédent qui s'attaquait aux manifestations homophobes au niveau primaire, cette seconde phase sous le libellé *L'homophobie chez les jeunes : réduire la violence et promouvoir l'inclusion* vise à outiller les enseignants-es et intervenants-es du niveau secondaire. Financé par le Fonds des services aux collectivités du MELS (2011-2013), le projet est sous la responsabilité de Line Chamberland (Département de sexologie et IREF). La chercheuse Chamberland, reconnue pour ses travaux contre l'homophobie et pour la diversité sexuelle, dont plusieurs se déroulent dans le cadre du Service aux collectivités, est officiellement titulaire d'une Chaire de recherche universitaire sur l'homophobie financée par le gouvernement du Québec depuis le 21 novembre dernier (voir article en page 11).

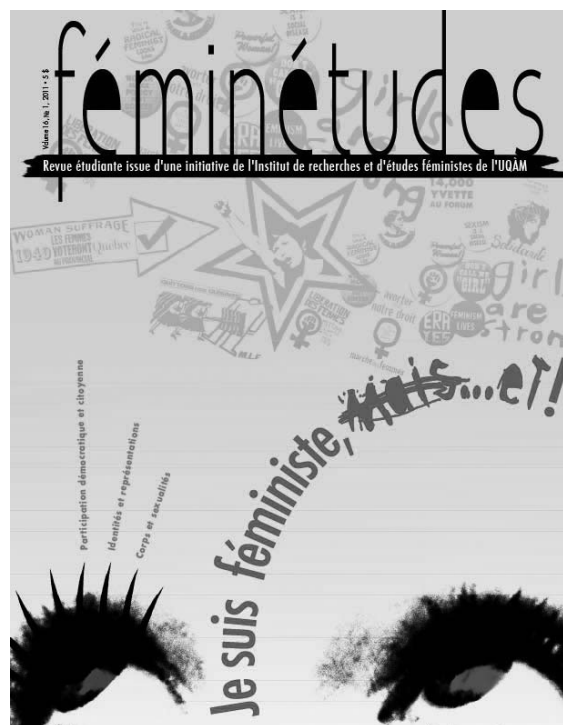
L'approche intersectionnelle : un enjeu transversal

Des discussions exploratoires entre les membres du Comité conjoint du Protocole ont fait apparaître des besoins collectifs par rapport à *l'intersectionnalité*. Cette approche qui se présente comme un nouveau cadre d'analyse permettant de considérer les différents rapports sociaux inégalitaires qui se croisent dans la vie des femmes, (sexe, classe, âge, ethnie, handicap, orientation sexuelle) exige des groupes de nouvelles références et surtout, elle pose l'enjeu de son application à l'action. Plusieurs groupes intervenant sur différentes problématiques (vie reproductive, sexualité, emploi, violence, éducation, famille...) font état de la nécessité de travailler davantage, et de manière plus appropriée à leurs besoins, avec des femmes marginalisées qui cumulent des inégalités diverses, sans pour autant perdre de vue la dimension des rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes. La prochaine rencontre du Comité conjoint du Protocole enclenchera une démarche de réflexion sur cette approche dans le but d'articuler des liens plus étroits avec *les États généraux de l'action féministe au Québec 2011-2013* et de contribuer au 6^e Congrès international des recherches féministes francophones qui aura lieu à l'automne 2012 à l'Université de Lausanne sous le thème *Imbrication des rapports de pouvoir de genre, de race, de classe et de sexualité*.

Les membres du Comité conjoint du Protocole UQAM/Relais-femmes en 2011-2012

- Marie-Andrée Roy, directrice de l'IREF (jusqu' en décembre)
- Sylvie Paré, directrice de l'IREF (à compter de janvier)
- Elizabeth Harper, professeure à l'École de travail social
- Lise Gervais, coordonnatrice générale de Relais-femmes
- Manon Monastesse, directrice de la Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec
- Jennifer Beeman, coordonnatrice Équité en emploi, Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail
- Sylvie de Grosbois, directrice du Service aux collectivités
- Lyne Kurtzman, agente de développement au Service aux collectivités, coordonnatrice du Protocole UQAM/Relais-femmes

REVUE FÉMINÉTUDES



Je suis féministe, MAIS.... et !

Revue *FéminÉtudes*, n° 16, automne 2011

Résumé : « Une phrase revient souvent depuis quelques années, ainsi que son corollaire, mais non moins présente : « Je suis féministe mais... » Inutile de rappeler en effet que le féminisme a mauvaise presse et peine encore et toujours à se forger une image positive dans les médias et chez le « grand public ». Je suis féministe et ! est un appel à une formulation positive. Un appel à la richesse, à la diversité, à l'inclusion. Avec les textes et œuvres créatives de **Andréanne Martel, Caroline Jacquet, Emmanuelle Doyon, Marie-Anna Casselot, Jana Tostado, Ariane Gibeau, Rania Aoun, Francis Gilbert, Caroline Roberge, Valérie Lapointe, Jessica Hamel-Akré et Parastou Haghi**, le n° 16 de *FéminiÉtudes* vous encourage à reprendre possession des mots, à saisir la portée que peut avoir la manifestation de vos convictions et à ne pas vous laisser ralentir par les différences d'opinion qui enrichissent le mouvement. Je suis féministe MAIS... et! est un appel qui s'adresse donc à vous, à nous, à étaler au grand jour nos réflexions, nos passions, nos rages et nos luttes ».

CAHIERS DE L'IREF

Violence et identité dans *Les mouffettes d'Atropos* et *Le cri du sablier* de Chloé Delaume

Michèle Gaudreau

Les Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, n° 2, 2011, 84 pages.

Lauréate du Prix de publication du meilleur mémoire de maîtrise-concentration en études féministes pour l'année 2010.

Résumé : « *Les mouffettes d'Atropos* et *Le cri du sablier* de Chloé Delaume, sur lesquels porte cette recherche, donnent lieu à la fois au récit de la violence qui a été subie par l'écrivaine et au déploiement d'une violence dont elle-même est l'auteure. Dans cette étude, nous cherchons à démontrer que la violence racontée, qui est perpétrée par les hommes et par les institutions patriarcales, est responsable de la désobjectivation de Chloé Delaume (qui est à la fois l'auteure, la narratrice et le personnage principal des deux textes analysés), et que la violence dont celle-ci fait preuve est le moteur de la reconstruction de son identité et de sa subjectivité. Plus largement, à l'aide de théories féministes sur la violence, sur le langage et sur les rapports entre les sexes, nous explorons quelques facettes de la domination masculine qui est encore bien présente aujourd'hui et certains des mécanismes développés par les femmes afin de répondre à l'état de soumission dans lequel les place le patriarcat ».

OUVRAGES



**Le pouvoir, c'est pas sorcier.
Il suffit d'en avoir les clés**

Simone Landry

Collection PratiCom, Presses de l'Université du Québec, 2011, 160 pages.

Résumé : « Qu'il s'agisse de jeux politiques, de liens hiérarchiques, de relations professionnelles ou de rapports intimes, le pouvoir est présent dans toutes nos interactions. En mieux comprendre les tenants et les aboutissants peut contribuer à assainir les relations dans toutes les sphères de l'activité humaine.

Aux gestionnaires oeuvrant au sein des hiérarchies organisationnelles, aux acteurs et actrices qui investissent leurs énergies dans la vie politique, aux hommes et aux femmes qui aspirent à mieux comprendre les enjeux relationnels de leur quotidien, l'auteure offre les clés leur permettant d'explorer les multiples facettes du pouvoir.

Axé dans un premier temps sur la compréhension des fondements du pouvoir, le livre établit d'entrée de jeu la distinction entre « pouvoir » et « abus de pouvoir ». Il examine ensuite les sources et les déterminants du pouvoir, en accordant une attention particulière à la position des femmes dans la dynamique du pouvoir et dans celle du leadership, dont les liens indissociables avec le pouvoir sont analysés. Enfin, il présente les principales stratégies d'influence par lesquelles s'exerce le pouvoir et décrit quelques jeux de pouvoir présents tant dans les organisations que dans l'arène politique ».



**Luttes XXX
Inspirations du mouvement des travailleuses du sexe**

sous la direction de

**Maria Nengeh Mensah, Claire Thiboutot
et Louise Toupin**

Éditions du remue-ménage, 2011, 455 pages.

Résumé : « Depuis 1973, des travailleuses et travailleurs du sexe aux quatre coins de la planète se regroupent et s'organisent. Qui sont ces personnes ? Pourquoi et comment s'organisent-elles ? Pourquoi revendiquent-elles la décriminalisation de leur travail ? Qu'ont-elles à dire à propos du syndicalisme, du féminisme, de la lutte contre le sida, de la violence et des phénomènes migratoires ? Voilà un aperçu des questions auxquelles Maria Nengeh Mensah, Claire Thiboutot et Louise Toupin ont tenté de répondre, tout en situant le mouvement des travailleuses du sexe dans son contexte historique et international. Pour cela, elles ont colligé de nombreux documents témoignant des luttes des travailleuses du sexe de différents continents. ▶



► **Luttes XXX**

Inspirations du mouvement des travailleuses du sexe

sous la direction de

Maria Nengeh Mensah, Claire Thiboutot

et Louise Toupin

Éditions du remue-ménage, 2011, 455 pages.

Elles nous présentent ici les contributions choisies, signées pour la plupart par des militantes aux origines et aux expériences de travail du sexe variées. On trouvera donc dans cette anthologie unique une sélection importante de documents inédits ou traduits en français pour la première fois.

Luttes XXX nous invite à la rencontre d'un mouvement social méconnu. Ici les voix des travailleuses et travailleurs du sexe, longtemps réduites au silence, s'élèvent, réclament justice ».

Postures viriles : ce que dit la presse masculine

Lori Saint-Martin

Éditions du remue-ménage, 2011, 182 pages.

Résumé : Les productions culturelles « parlent » : entre réalités et fantasmes, elles nous proposent un monde. Or les magazines pour hommes, au contraire de la presse féminine, n'ont pas fait l'objet de lectures critiques poussées, et nous ne savons presque rien à leur sujet. Que disent-ils, au juste ? Comment la presse masculine représente-t-elle les hommes, les femmes et les rapports entre eux ? Qu'est-ce qui, pour elle, définit l'homme ? À quoi ce dernier s'intéresse-t-il, que veut-il, que craint-il ? Les femmes sont-elles vues comme des objets sexuels, des rivales, des complices ou des égales ? Accepte-t-on les changements sociaux survenus depuis une trentaine d'années ou a-t-on la nostalgie d'une masculinité « de nature », d'une époque où les hommes étaient « des vrais ».

Attentive tant au texte qu'aux images, l'étude de Lori Saint-Martin comble une lacune en proposant une lecture fine, mesurée et rigoureuse de trois magazines québécois : *Homme*, *Summum* et *Summum Girl*, lequel, paradoxalement, se révèle un magazine masculin destiné aux femmes. Une étude vive et décapante, non dénuée d'humour, qui interroge avec pertinence les identités contemporaines ».



Les Fermières Obsédées

**Alice Caillet, Marie-Ève Charron, Guy Sioui Durand,
André-Louis Paré et Thérèse St-Gelais**

Éditions d'Art Le Sabord, 2011, 152 pages.

Livre bilingue incluant un DVD.

Résumé : « Peu importe où les Fermières Obsédées se trouvent, elles sont perturbatrices et imperturbables. En écho à cette vague, entendre cette déferlante, qui bouscule les protocoles identitaires, les Fermières Obsédées sont de ces artistes qui font tout pour se faire voir. Usant de clichés féminins que constitueraient le rouge vif des lèvres, les chaussures à talon et la jupe qui laisse bien voir les jambes, les Fermières Obsédées sont à longue distance d'une représentation qui prendrait la voie de la séduction. Ou alors, elles nous séduisent par la délinquance mise en œuvre pour vandaliser ce qui, du féminin, se logerait du côté de la grâce. Se faisant reines ou stars, elles n'en adoptent pas pour autant les comportements et les « appareils », bien loin qu'elles sont de ce qui codifie le statut de ces femmes. Sans être masculines pour autant, elles se rapprochent davantage de l'enterrement de vie de garçon que du défilé de la duchesse. Les performances des Fermières adoptent ce rythme qui les emporte dans la démesure.

Les Fermières Obsédées (F.O.) est un collectif créé par les membres fondateurs Annie Baillargeon et Eugénie Cliche, toutes deux artistes en arts visuels. Depuis 2001, elles insufflent une indiscipline au genre de l'art action par leurs prestations où s'enchaînent images symboliques et images métaphoriques. Elles ont développé un langage visuel qui allie le tragique avec le burlesque, proposant des performances à la croisée de plusieurs disciplines. Ce projet est né d'un commun désir de transposer en actions des questionnements intimes et d'ordre social ».

Membres du Conseil 2011-2012

Directrice

Marie-Andrée Roy, Département des sciences des religions (jusqu'au 31 décembre 2011)

Sylvie Paré, Département d'études urbaines et touristiques (à compter du 1^{er} janvier 2012)

Coordonnatrice de la recherche

Rachel Chagnon, Département des sciences juridiques

Coordonnatrice de l'enseignement

Thérèse St-Gelais, Département d'histoire de l'art

Représentantes professeures

Line Chamberland, Département de sexologie

Magda Fahrni, Département d'histoire

Olga Navarro-Flores, Département de management et technologie

Représentante chargée de cours

Isabelle Marchand, École de travail social

Représentantes étudiantes

Jennifer Hazel, certificat en études féministes

Liza Petiteau, doctorante en histoire de l'art-concentration études féministes

Vanessa Vela Gauthier, maîtrise en science politique-concentration études féministes

Représentante du Protocole UQAM/Relais-femmes

Lyne Kurtzman, agente de développement, Service aux collectivités

Représentante de la Faculté des sciences humaines

Anne Rochette, doyenne

Représentantes du milieu socio-économique

Alexa Conradi, présidente, Fédération des femmes du Québec

Thérèse Mailloux, sous-ministre adjointe Secrétariat à la condition féminine, Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine

Direction du Réseau québécois en études féministes

Francine Descarries, professeure, Département de sociologie (à compter de janvier 2012)

Professionnelles à l'IREF

Lorraine Archambault, agente de recherche et de planification, secteur formation et coordination de l'Institut

Caroline Désy, agente de recherche et de planification, secteur recherche

Pour appuyer la relève en études féministes

Faites un don !

Les bourses sont essentielles afin d'offrir aux étudiantes et étudiants un lieu d'étude stimulant et enrichissant. Les dons versés au Fonds de l'IREF contribuent à la réussite aux études ainsi qu'à la vitalité de l'enseignement, de la recherche et de la création dans le domaine des études féministes.

Des bourses d'études sont offertes annuellement aux étudiantes et aux étudiants inscrits en études féministes dans le cadre des bourses d'excellence de la Fondation de l'UQAM.

- Bourses de l'Institut de recherches et d'études féministes

1 000 \$ au 1^{er} cycle

1 500 \$ au 2^e cycle

1 500 \$ au 3^e cycle

- Bourse Anita Caron/Institut de recherches et d'études féministes

1 500 \$ aux cycles supérieurs

- Bourse articulation études-famille

1 500 \$ aux 1^{er}, 2^e et 3^e cycles (bourse ponctuelle offerte par des membres professeures de l'Institut)

- Bourse de l'Institut de recherches et d'études féministes/Service aux collectivités (Protocole UQAM/Relais-femmes) pour contrer l'antiféminisme et la violence envers les femmes

1 500 \$ aux cycles supérieurs

Faites un don au Fonds de l'Institut de recherches et d'études féministes via la Fondation de l'UQAM.

Traitement fiscal

Tous les dons sont déductibles d'impôt. La Fondation émet un reçu pour usage fiscal au nom de la donatrice, du donateur pour tout don de 20\$ et plus.

Renseignements

514-987-3030

Merci de votre appui !

Collaboratrices : Line Chamberland et Michèle Modin, Catherine des Rivières-Pigeon avec la collaboration d'Isabelle Courcy, Stéphanie Granger et Gabrielle Sabourin, Caroline Désy, Sophie Doucet, Francis Dupuis-Déri, Magda Fahrni, Lyne Kurtzman, Sandrine Ricci, Marie-Andrée Roy / **Coordination** : Lorraine Archambault / **Conception et réalisation graphique** : Rania Aoun.



Institut de recherches
et d'études féministes

UQAM

www.iref.uqam.ca

ADRESSE GÉOGRAPHIQUE

Pavillon 210 Sainte-Catherine Est

210, rue Sainte-Catherine Est

Local VA-2200

Montréal (Québec) H2X 1L1

Téléphone : 514 987-6587

Télécopieur : 514 987-6742

iref@uqam.ca

ADRESSE POSTALE

Institut de recherches
et d'études féministes (IREF)

Université du Québec à Montréal
C. P. 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8

CANADA